

26 -03- 2003

14 -05- 2003

NR.  
N°

66 192 160/207

4

**Accord national 2003-2004 pour employés**

Convention collective de travail conclue le 21 mars 2003 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique

**Champ d'application**

Article 1er -

§1. La présente cct s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par cette commission paritaire.

§2. Le champ d'application de l'article 8 de la présente CCT (prépension conventionnelle à 58 ans) et de l'article 15 de la présente CCT (Fonds de formation - 0,10% groupes à risques) est étendu à tous les travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé.

§3. Le champ d'application de l'article 7 de la présente CCT est étendu à tous les travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail de représentant de commerce."

**Durée**

**Article 2.** - La présente CCT est conclue pour une durée de deux ans, du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus.

**Accords d'encadrement de la concertation sociale au niveau de l'entreprise**

**Article 3.** - Dans l'intérêt de l'activité économique du secteur, les négociateurs au plan de l'entreprise mèneront les négociations en tenant compte de la situation économique actuelle qui est plus difficile que celle des années écoulées.

Les partenaires sociaux de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et les négociateurs au plan de l'entreprise souscrivent sans ambiguïté aux accords de l'Accord Interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003, repris en particulier dans son article 1 : conformément à la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (MB 13 février 1997), la hausse des coûts salariaux pour les 2 prochaines années à 5,4% est acceptée comme norme indicative. L'année 2003 sera ménagée au maximum.

**Sécurité d'emploi****Article 4.**

L'organisation d'employeurs signataire s'engage à recommander aux entreprises contraintes de procéder à un licenciement collectif pour raisons économiques d'examiner les mesures qui pourraient atténuer les conséquences de ces licenciements envers les employés, telles que, entre autres, prépension, partage du travail, crédit-temps, manière d'appliquer la loi sur le travail temporaire et intérimaire.

Les régimes plus favorables existant dans les entreprises demeurent d'application.

**Barème minimum**

**Article 5.** - Le barème minimum fixé par la CCT du 10 juillet 2001 (A.R. 17 juin 2002; M.B. 6 août 2002), conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, concernant le barème minimum, en vigueur le 30 juin 2003, est augmenté de brut 6 € le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

Le barème minimum précité, en vigueur le 31 décembre 2003, est augmenté de brut 12 € le 1er janvier 2004; le barème minimum précité, en vigueur le 30 juin 2004, est augmenté de brut 12 € le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

## **Augmentation des appointements**

**Article 6.** - L'appointement mensuel, comme fixé au 31 décembre 2002, des employés barémisés occupés à temps plein dans les entreprises qui ne sont pas liées par une CCT conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 (M.B. 15 janvier 1969) relative aux CCT et aux Commissions paritaires, est augmenté de brut 20 € au plus tard à dater du 1er janvier 2004, sans préjudice de la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation telle que définie par la CCT en la matière du 17 mars 1998 (A.R. 11 avril 1999 ; M.B. 3 juin 1999).

Cette augmentation est à valoir sur toutes autres augmentations effectives de la rémunération et/ou tous autres nouveaux avantages pécuniaires ou évaluables en argent, octroyés ou à octroyer selon des modalités propres à l'entreprise, et auxquels le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement.

Ces augmentations et/ou avantages sont à imputer à leur valeur brute sur l'augmentation définie par la présente CCT.

Pour les employés barémisés occupés à temps partiel, l'appointement mensuel est augmenté au prorata de leurs prestations de travail et dans les mêmes conditions que pour les temps pleins.

## **Représentants de commerce**

### **Article 7. - Prime de fin d'année**

L'article 3 de la CCT, concernant l'octroi d'une prime de fin d'année spécifique aux représentants de commerce, conclue le 10 juillet 2001 (A.R. 23 avril 2002 ; M.B. 28 mai 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, est remplacé par l'article suivant :

La prime de fin d'année octroyée aux employés mentionnée à l'article 1 de la présente CCT est définie comme suit :

- pour l'année 2003, et payable au plus tard en janvier 2004, une prime de fin d'année est octroyée par l'employeur, égale à 80 % de l'appointement mensuel brut (rémunération fixe augmentée de la moyenne d'éventuelles commissions) du mois de décembre 2003 plafonné à 1.735,25 €.
- à partir de l'année 2004, et payable au plus tard, en ce qui concerne la prime de fin d'année afférente à l'année civile 2004, en janvier 2005, une prime de fin d'année est octroyée par l'employeur, égale à 100 % de l'appointement mensuel brut (rémunération fixe augmentée de la moyenne d'éventuelles commissions) du mois de décembre 2004 plafonné à 1.735,25 €.

Pour le représentant de commerce dont la rémunération est composée pour tout ou partie de commissions, la prime de fin d'année est calculée sur la moyenne mensuelle des commissions des 12 derniers mois.

Cet octroi est à valoir sur tous autres avantages pécuniaires ou évaluables en argent, quelle qu'en soit la dénomination, octroyés ou à octroyer selon des modalités propres à l'entreprise et auxquels le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement.

## **Prépension conventionnelle**

### **Article 8. - Prépension à partir de 58 ans**

La CCT, conclue le 14 mai 2001 (A.R. 17 juillet 2002 ; M.B. 12 octobre 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, relative à la prorogation du régime de prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 décembre 2002, est prorogée pour la durée de la présente CCT, étant entendu que son champ d'application est, conformément à l'article 1 §2 de la présente CCT, étendu à tous les travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé.

4

**Article 9. - Prépension à partir de 56 ans pour les employés qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle**

La CCT, conclue le 10 juillet 2001 (A.R. 22 août 2002 ; M.B. 12 octobre 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, venue à échéance le 31 décembre 2002, relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les employés qui comptent au moins 20 ans de travail de nuit et 33 ans de carrière professionnelle, est prorogée pour la durée de la présente CCT; ses modalités d'application demeurent inchangées.

**Article 10. - Prépension à mi-temps à partir de 55 ans**

La prépension à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans est rendue possible pour les employés, pour la durée de la présente convention collective de travail, moyennant une procédure d'adhésion qui sera définie par une CCT distincte.

**Plan sectoriel de pension complémentaire - Constitution d'un groupe de travail paritaire**

**Article 11.** - Il sera, sans obligation de résultat, constitué un groupe de travail paritaire ayant pour but l'examen de l'éventuelle instauration d'un plan sectoriel de pension complémentaire. Rapport des activités de ce groupe de travail sera fourni à la Commission paritaire avant fin octobre 2004.

**Formation syndicale**

**Article 12 .**

§ 1. Dans les alinéas 1 et 3 de l'article 3 de la CCT, concernant la formation syndicale, conclue le 10 juillet 2001 (A.R. 17 juin 2002 ; M.B. 6 août 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, relative à la formation syndicale, le chiffre « 150 » est remplacé par le chiffre « 200 » ; le chiffre 200 précité est une seule fois, uniquement et seulement pour l'année des élections sociales, c'ad l'année 2004, porté à 250.

§ 2. Le montant de 74.368,06 € mentionné au premier alinéa de l'article 8 de la CCT susmentionnée, conclue le 10 juillet 2001, qui a été porté, par l'accord sectoriel 2001-2002, conclu le 26 mars 2001 (A.R. 2 avril 2002; M.B. 26 avril 2002), à 99.157,41 € par an pour l'année 2001 et pour l'année 2002 reste, à partir du 1er janvier 2003, fixé à 99.157 € par an ; le montant précité de 99.157€ est, à partir du 1er janvier 2004, porté à 111.500€ par année civile.

**Article 13. -**

Pendant la durée de la présente CCT, les modalités d'utilisation de la formation syndicale continueront à être discutées dans le groupe de travail constitué à cet effet conformément à l'article 10 de l'accord sectoriel 2001-2002 conclu le 26 mars 2001 (A.R. 2 avril 2002; M.B. 26 avril 2002).

**Financement de l'avantage aux employés syndiqués**

**Article 14.** - L'article 8, deuxième alinéa, de la CCT, concernant la formation syndicale, conclue le 10 juillet 2001 (A.R. 17 juin 2002 ; M.B. 6 août 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, est modifié comme suit :

« A partir du 1er janvier 2003, cette réserve financière assure en outre la couverture d'une partie de la cotisation annuelle des syndiqués parmi les employés visés au § 1 de l'article 1 de la présente CCT, et ce à concurrence d'un montant de 1.586.500€ par an ; à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant précité est porté à 1.673.300 € par an. »

### **Fonds de formation (0,10 % - groupes à risques)**

**Article 15.** - La CCT prorogant le fonds pour la formation professionnelle des employés de l'industrie chimique, conclue le 25 septembre 2001 (A.R. 17 juin 2001 ; M.B. 6 août 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, sera prorogée pour la durée de la présente CCT, avec extension, conformément à l'article 1 §2 de la présente CCT, de son champ d'application à tous les employés liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé. Il en ira de même de la CCT fixant la cotisation des employeurs au Fonds précité, également conclue le 25 septembre 2001 (A.R. 24 avril 2002 ; M.B. 27 juillet 2002) au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie chimique.

En outre, le Fonds pour la formation établira, pour la durée de la présente CCT, des mesures complémentaires stimulantes et accompagnantes en vue de soutenir

- 1° des formations visant, dans le cadre d'un licenciement collectif, à promouvoir les chances d'emploi;
- 2° des formations organisées par des entreprises menant une gestion de la formation et établissant à cet effet un plan de formation spécifique.

Le Comité de gestion du Fonds en définira les critères spécifiques et les modalités.

### **Sécurité et sous-traitance**

**Article 16.** - Les parties signataires reconnaissent l'importance de la sécurité au travail en cas de présence simultanée de différentes entreprises sur le même lieu de travail.

Dans ce cadre, les parties signataires s'engagent à informer leurs membres respectifs du contenu de la loi du 4 août 1996 (MB 18 septembre 1996) relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en particulier en ce qui concerne les modalités de l'exécution, de la collaboration et/ou de la coordination entre entreprises en matière de sécurité, notamment sur le plan de la formation et de l'information.

Les parties signataires recommandent aux entreprises d'informer, au moins une fois par an, les représentants du CPPT sur l'application des dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en particulier en ce qui concerne les modalités de l'exécution, de la collaboration et/ou de la coordination entre entreprises en matière de sécurité, notamment sur le plan de la formation et de l'information.

### **Crédit-temps - Diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup>**

**Article 17.** -

#### **§ 1. Crédit-temps**

Le droit au crédit-temps prévu par la CCT n° 77bis, conclue le 19 décembre 2001 (M.B. 16 février 2002) au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est étendu à une durée maximum de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

La première année, l'exercice de ce droit au crédit-temps doit, conformément à la CCT n° 77bis précitée, s'opérer par période de 3 mois minimum.

Sous réserve d'autres accords pris sur le plan de l'entreprise, les conditions cumulatives suivantes doivent être respectées, de la deuxième jusques et y compris la cinquième année :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'une année
- les employés souhaitant exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint une ancienneté d'au moins 5 ans.

L'exercice de ce droit ne peut pas entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

## § 2. Diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup>

Les entreprises peuvent, conformément à l'article 6 §2 et à l'article 9 §2 de la CCT n° 77bis du CNT précitée, déterminer les modalités d'application concrètes du système de diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup> pour les employés à temps plein qui travaillent en équipes.

L'exercice de ce droit ne peut pas entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

### **Classification**

**Article 18.** -Un groupe de travail paritaire est créé en vue d'actualiser et d'affiner les critères de niveaux et les exemples de fonctions des catégories de fonctions actuelles, sans toucher aux classifications de fonctions existant sur le plan de l'entreprise.

Le groupe de travail paritaire peut se faire accompagner par des experts extérieurs. Ce groupe de travail paritaire remettra, avant la fin de l'année 2004, rapport à la Commission paritaire.

### **Concertation et paix sociale**

**Article 19.** - Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs attentes réciproques pour les matières faisant partie de la présente CCT.

Elle est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.

26-03-2003

14-05-2003

NR.  
N°

66192 / 60 / 207 9

**Nationaal akkoord 2003-2004 voor bedienden**

CAO gesloten op 21 maart 2003 in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid

**Toepassingsgebied**

Artikel 1. -

§1. Deze cao is toepasselijk op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit paritair comité.

§2. Het toepassingsgebied van artikel 8 van deze cao (conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar) en van artikel 15 van deze cao (Fonds voor vorming - 0,10% risicogroepen) wordt uitgebreid tot alle werknemers gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst voor bediende.

§3. Artikel 7 van deze cao is uitsluitend van toepassing op de werknemers gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordiger."

**Duur**

Artikel 2. - Deze CAO wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004.

**Omkaderingsafspraken voor het sociaal overleg op ondernemingsvlak**

Artikel 3. - In het belang van de economische activiteit en van de tewerkstelling van de sector zullen de onderhandelaars op ondernemingsvlak de besprekingen voeren rekening houdend met de huidige algemene economische toestand die moeilijker is dan deze tijdens de afgelopen jaren.

De sociale gesprekspartners van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en de onderhandelaars op ondernemingsvlak onderschrijven ondubbelzinnig de afspraken van het Interprofessioneel Akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003, meer bepaald opgenomen in artikel 1: overeenkomstig de Wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (B.S. 13 februari 1997) wordt de stijging van de loonkosten voor de 2 komende jaren op 5,4% als indicatieve norm aanvaard. Het jaar 2003 zal maximaal worden ontzien.

**Vastheid van betrekking**

Artikel 4.

De ondertekenende werkgeversorganisatie verbindt zich tot de ondernemingen aan te bevelen om in geval een onderneming genoodzaakt is over te gaan tot collectief ontslag om economische redenen, de maatregelen te onderzoeken die de nadelen van deze ontslagen t.o.v. de bedienden zouden kunnen milderen, zoals o.m. brugpensioen, werkverdeling, tijdskrediet, wijze van toepassing van de wet betreffende tijdelijke arbeid en uitzendarbeid.

Bestaande gunstigere regelingen op bedrijfsvlak blijven behouden.

**Minimumbarema**

Artikel 5. - Vanaf 1 juli 2003 wordt het minimumbarema, vastgelegd door de CAO van 10 juli 2001 (K.B. 17 juni 2002; B.S. 6 augustus 2002), gesloten in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende het minimumbarema, dat van kracht is op 30 juni 2003, met 6 € bruto verhoogd.

Vanaf 1 januari 2004 wordt het voornoemd minimumbarema, van kracht op 31 december 2003, met 12 € bruto verhoogd; vanaf 1 juli 2004 wordt het voornoemd minimumbarema, van kracht op 30 juni 2004, met 12 € bruto verhoogd.

**Weddeverhoging**

Artikel 6. - De maandwedde, zoals bepaald op 31 december 2002, van de voltijds tewerkgestelde gebaremiseerde bedienden van de ondernemingen die niet gebonden zijn door een CAO, gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 05/12/1968 (B.S. 15 januari 1969) betreffende de CAO'S en de paritaire comités, wordt uiterlijk per 1 januari 2004 verhoogd met 20€ bruto, onverminderde koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals bepaald door de CAO terzake van 17 maart 1998 (K.B. 11 april 1999; B.S. 3 juni 1999).

Deze verhoging gebeurt in voorafname en/of na verrekening van alle andere, volgens bedrijfseigen modaliteiten, effectieve verhogingen van het loon en/of andere geldelijke of in geldwaardeerbare toegekende nieuwe voordelen waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever.

Deze verhogingen en/of voordelen zijn aan hun brutowaarde aan te rekenen op de verhoging bepaald door huidige overeenkomst.

Voor de deeltijds tewerkgestelde gebaremiseerde bedienden wordt de maandwedde pro rata hun arbeidsprestaties en onder dezelfde voorwaarden als de voltijdsen verhoogd.

**Handelsvertegenwoordigers**

**Artikel 7. - Eindejaarspremie**

Het artikel 3 van de CAO, betreffende de specifieke regeling van eindejaarspremie van de handelsvertegenwoordigers, gesloten op 10 juli 2001 (K.B. 23 april 2002; B.S. 28 mei 2002) in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, wordt door de volgende tekst vervangen :

De eindejaarspremie die toegekend wordt aan de in artikel 1 van deze CAO bedoelde bedienden wordt als volgt vastgesteld :

- voor het jaar 2003, en uiterlijk betaalbaar in januari 2004, wordt door de werkgever een eindejaarspremie toegekend gelijk aan 80% van het tot 1.735,25 € begrensd bruto maandloon (vaste wedde vermeerderd met eventuele gemiddelde commissielonen) van december 2003;
- vanaf het jaar 2004, en uiterlijk betaalbaar, wat de eindejaarspremie betreft van het kalenderjaar 2004, in januari 2005, wordt door de werkgever een eindejaarspremie toegekend gelijk aan 100 % van het tot 1.735,25 € begrensd bruto maandloon (vaste wedde vermeerderd met eventuele gemiddelde commissielonen) van december 2004.

Voor de handelsvertegenwoordiger, waarvan de wedde geheel of gedeeltelijk samengesteld is uit commissielonen, wordt de premie berekend op het maandgemiddelde van deze wedde van de laatste 12 maanden.

Deze toekenning gebeurt in voorafname en/of na verrekening van alle andere, volgens bedrijfseigen modaliteiten, geldelijke of in geld waardeerbare toegekende voordelen, welke ook hun benaming weze, waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever

**Conventioneel brugpensioen**

**Artikel 8. - Brugpensioen vanaf 58 jaar**

De CAO, gesloten op 14 mei 2001 (K.B. 17 juli 2002; B.S. 12 oktober 2002), in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende de verlenging van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar, die per 31 december 2002 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd met dien verstande dat haar toepassingsgebied,

4

overeenkomstig artikel 1 §2 van deze CAO, uitgebreid wordt tot alle werknemers gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst voor bediende.

### **Artikel 9. - Brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan**

De CAO, gesloten op 10 juli 2001 (K.B. 22 augustus 2002; B.S. 12 oktober 2002), in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2002 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd met behoud van de erin vastgelegde modaliteiten.

### **Artikel 10. - Halftijds brugpensioen vanaf 55 jaar**

Het halftijds brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar wordt, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, voor bedienden mogelijk gemaakt via een toetredingsprocedure die door een afzonderlijke CAO zal worden vastgesteld.

### **Sectoraal aanvullend pensioenplan - Oprichting van een paritaire werkgroep**

**Artikel 11.** - Er zal, zonder resultaatverbintenis, een paritaire werkgroep worden opgericht met als doelstelling het onderzoek naar de mogelijke invoering van een sectoraal aanvullend pensioenplan. Verslag van de werkzaamheden van deze werkgroep zal uitgebracht worden bij het paritair comité vóór eind oktober 2004.

### **Syndicale vorming**

#### **Artikel 12.**

§ 1. In lid 1 en lid 3 van artikel 3 van de CAO, betreffende de syndicale vorming, gesloten op 10 juli 2001 (K.B. 17 juni 2002; B.S. 6 augustus 2002) in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid wordt het cijfer "150" vervangen door het cijfer "200"; laatstgenoemd cijfer 200 wordt eenmalig, enkel en alleen voor het jaar van de sociale verkiezingen, d.w.z. het jaar 2004, op 250 gebracht.

§ 2. Het bedrag van 74.368,06 € vermeld in het eerste lid van artikel 8 van bovenvermelde cao gesloten op 10 juli 2001, dat werd gebracht door het sectoraal akkoord 2001-2002, gesloten op 26 maart 2001 (K.B. 2 april 2002; B.S. 26 april 2002), op 99.157,41 € per jaar voor het jaar 2001 en voor het jaar 2002, blijft, met ingang van 1 januari 2003, vastgelegd op 99.157 € per jaar; laatstgenoemd bedrag van 99.157 € wordt, met ingang van 1 januari 2004, gebracht op 111.500€ per kalenderjaar.

#### **Artikel 13.**

Tijdens de duur van deze CAO zullen de gebruiksmodaliteiten van de syndicale vorming in het daartoe, overeenkomstig artikel 10 van het sectoraal akkoord 2001-2002 gesloten op 26 maart 2001 (K.B. 2 april 2002; B.S. 26 april 2002) opgericht werkgroep verder besproken worden.



**Financiering van het voordeel aan de gesyndiceerde bedienden**

**Artikel 14.** - Artikel 8, tweede lid, van de CAO, betreffende de syndicale vorming, gesloten op 10 juli 2001 (K.B. 17 juni 2002; B.S. 6 augustus 2002) in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, wordt als volgt gewijzigd :

"Met ingang van 1 januari 2003 zorgt deze financiële reserve bovendien voor de dekking van een gedeelte van de jaarlijkse bijdrage van de gesyndiceerden onder de in §1 van artikel 1 van deze CAO bedoelde bedienden, ten belope van 1.586.500€per jaar; vanaf 1 januari 2004 wordt laatstgenoemd bedrag gebracht op 1.673.300€per jaar.

**Fonds voor Vorming (0,10% - risicogroepen)**

**Artikel 15.** - De CAO tot verlenging van het Fonds voor beroepsvorming van de bedienden uit de scheikundige nijverheid, gesloten op 25 september 2001 (K.B. 17 juni 2002; B.S. 6 augustus 2002) in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, zal voor de duur van deze CAO worden verlengd met uitbreiding van haar toepassingsgebied op alle bedienden gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst voor bediende. Hetzelfde zal gelden voor de CAO tot vaststelling van de werkgeversbijdrage aan voornoemd Fonds, eveneens gesloten op 25 september 2001 (K.B. 24 april 2002; B.S. 27 juli 2002) in het paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Bovendien zal het Fonds voor Vorming, naast de reeds bestaande maatregelen, voor de duur van deze cao, bijkomende stimulerende en begeleidende maatregelen uitwerken ter ondersteuning van 1° opleidingen in het kader van collectief ontslag om de tewerkstellingskansente bevorderen; 2° opleidingen georganiseerd door ondernemingen die een opleidingsbeleid voeren en daartoe een specifiek opleidingsplan opstellen

Het Beheerscomité van het Fonds zal de specifieke criteria en modaliteiten hiervan bepalen.

**Veiligheid en onderaanneming**

**Artikel 16.** - De ondertekenende partijen erkennen het belang van de veiligheid op het werk in geval van gelijktijdige aanwezigheid van verschillende ondernemingen op dezelfde arbeidsplaats.

In dat kader verbinden de ondertekenende partijen er zich toe om hun respectievelijke leden informatie te geven over de inhoud van de wet van 4 augustus 1996 (BS 18 september 1996) betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, in het bijzonder met betrekking tot de modaliteiten van de uitvoering, de samenwerking en/of de coördinatie tussen ondernemingen inzake veiligheid, namelijk op het vlak van vorming en informatie.

De ondertekenende partijen bevelen de ondernemingen aan om de vertegenwoordigers van het CPBW ten minste jaarlijks in te lichten over de toepassing van de bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 inzake het welzijn van de werknemers, in het bijzonder met betrekking tot de modaliteiten van de uitvoering, de samenwerking en/of de coördinatie tussen ondernemingen inzake veiligheid, namelijk op het vlak van vorming en informatie.

**Tijdskrediet- 1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering**

**Artikel 17.** -

**§ 1. Tijdskrediet**

Het recht op tijdskrediet, voorzien door de CAO nr. 77bis gesloten op 19 december 2001 (B.S.16 februari 2002) in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

4

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op **tijdskrediet**, overeenkomstig voornoemde CAO nr. 77bis, te gebeuren per **minimumperiode** van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden :

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per période van één jaar;
- de bedienden die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijfjaar anciënniteit bereikt te hebben.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

### §2.1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering

De ondernemingen kunnen, overeenkomstig art. 6 § 2 en art. 9 § 2 van voornoemde CAO nr. 77bis van de NAR, de concrete toepassingsmodaliteiten bepalen van het stelsel van 1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering voor de voltijdse bedienden die in ploegen zijn tewerkgesteld.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

### Classificatie

**Artikel 18.** - Een paritaire werkgroep wordt opgericht met het oog op de actualisering en verfijning van de niveaukenmerken en voorbeeldfuncties van de huidige functieklassen, zonder afbreuk te doen aan de bestaande functieclassificaties op ondernemingsvlak.

De paritaire werkgroep kan zich hierbij laten begeleiden door externe deskundigen.

De paritaire werkgroep brengt daartoe, voor het einde van het jaar 2004, verslag uit bij het paritair comité.

### Overleg en sociale vrede

**Artikel 19.** - Met inachtneming van de sociale vrede en van de procédures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekenende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze CAO's aan elkaars verwachtingen hebben voldaan.

Zij is gesloten te goeder trouw, en de ondertekenende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.